

url :
 http://ugtg.org/spip.php?article2098

PA MANNY‰ CHARLY TIR‰ PINARD AN GRIF A TOTAL SOLIDARIT‰ ‰PI TRAVAYˆ O KONBA

Date de parution : 29 novembre 1999

- La Centrale UGTG -

Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2014

Mis
 jour le : samedi 5 avril 2014

UGTG.org

CAMARADES, TRAVAILLEURS, PEUPLE DE GUADELOUPE,

Au lendemain du congrès de l'UGTG, les attaques contre les travailleurs sont toujours à l'ordre du jour. Gadéa :

[...] mardi 08 avril, Charly LENDO est convoqué devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre. Il est poursuivi pour homicide involontaire causé indirectement, blessures involontaires, mise en danger des personnes et entrave à la circulation.

Il est notamment tenu pour responsable de la mort accidentelle d'un jeune motard survenu en février 2009 dans le cadre de la mobilisation du LKP. A

Il y a quelques semaines, le documentaire de M6, décrivant la Guadeloupe comme un pays de violences, avait suscité de nombreux commentaires. Et ce sont ces mêmes offusqués qui, se déchargeant de toute responsabilité, accusent les Syndicats et le LKP d'être la source de cette situation. Ce documentaire a été diffusé un mois après l'arrivée de Gilles Leclair, préfet chargé de la sécurité envoyé par Manuel Valls et quelques semaines avant le procès de Charly LENDO et la tenue du Colloque du Conseil National des Compagnies d'Experts de Justice (CNCEJ) prévu en Guadeloupe du 2 au 4 avril sur le traitement de l'homicide, le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent. Selon ces experts : « Le bassin caribéen est mondialement connu comme la plaque tournante du trafic de stupéfiants, mais aussi comme une des zones privilégiées pour les paradis fiscaux, le taux d'homicides dans cette région se situe parmi les plus élevés dans le monde. »

Ce sont peut-être des coïncidences mais trop de coïncidences tuent le hasard !

En fait, cela prend donc l'allure d'une savante comparaison dans le but de légitimer la répression contre ceux qui luttent contre la profitation et singulièrement contre les militants syndicaux.

Encore une fois, il s'agit, pour l'Etat français de diaboliser les syndicalistes et de criminaliser l'action syndicale. Dans cette période de remise en cause des garanties sociales (Accord National Interprofessionnel d'Etat - Non respect de l'Accord salarial Jacques BINO - Refus de négocier dans les branches). L'Etat, à la solde du patronat, met tout en œuvre pour faire taire ceux qui luttent. Les choses sont claires : ils veulent faire taire l'UGTG par tous moyens afin de mieux dépouiller les travailleurs et le Peuple de Guadeloupe. Depuis le mouvement de 2009, ce sont près de 90 militants syndicaux qui sont poursuivis et/ou condamnés par la justice coloniale.

[...] Jocelyn PINARD, a entamé une grève de la faim depuis le 10 Mars 2014. Un temps devant le siège de TOTAL à Jarry, il est désormais devant le palais de la mutualité, symbole de la contestation et de la résistance.

Que réclame-t-il sinon justice et réparation. Jugez-en vous mêmes :

En 2001, onze travailleurs sont licenciÃ©s Ã la Station TOTAL de Valkanaers Ã Goubeyre. A lâEuros"issue de cette liquidation dâEuros"entreprise, six dâEuros"entre eux dont Jocelyn PINARD, dÃ©cident de crÃ©er leur propre entreprise afin de reprendre lâEuros"activitÃ© de vente de carburants. TOTAL sâEuros"y oppose en dÃ©clarant la ruine du fond de commerce. En fait, il sâEuros"agissait lÃ dâEuros"une sombre manÃuvre destinÃ©e Ã Ã©carter les Ã« Ã 6 meneurs de lâEuros"UGTGÃ Ã » de la reprise dâEuros"entreprise mais aussi permettre Ã TOTAL de se soustraire de son obligation de reprise des contrats de travail en application de lâEuros"article L122-12 ancien du code du travail qui prÃ©voit le transfert des contrats de travail au propriÃ©taire du fond de commerce, en lâEuros"occurrence TOTAL. **FON-LA RUINÃ0 âEuros" AN PAKA DWÃ0 VOUÃ Ã© tousa an konplositÃ© Ã©pi likidtÃ© jidisyÃ©-la. Ã Ã Ã Ã**

Mais les 6 salariÃ©s restent dÃ©terminÃ©s et crÃ©ent leur propre sociÃ©tÃ© (SODISCA) en 2005 et signent dans la foulÃ©e un contrat de location gÃ©rance avec TOTAL.

DÃ©s lors, la lÃ©gislation est claire. La reprise dâEuros"activitÃ© met fin Ã la ruine du fond de commerce. Nous sommes alors en prÃ©sence dâEuros"une cessation temporaire dâEuros"activitÃ©s et Ã TOTAL devait indemniser les 11 salariÃ©s sur la pÃ©riode 2001-2005. TOTAL nâEuros"en fera rien malgrÃ© plusieurs interpellations.

AujourdâEuros"hui, nous sommes une nouvelle fois, dans une situation similaire oÃ¹ TOTAL organise la ruine du fond de commerce pour se soustraire Ã lâEuros"application de lâEuros"article L1224-1 nouveau du code du travail qui prÃ©voit le transfert des contrats de travail au propriÃ©taire du fond de commerce suite Ã la liquidation de la SODISCA.

Travailleurs, Peuple de Guadeloupe, 9 travailleurs de la Commune de DESHAIES sont en grÃ©ve depuis le 12 Mai 2012Ã pour exiger lâEuros"application des dispositions de la commission paritaire administrative et la mise en Ãuvre des prÃ©conisations du mÃ©diateur de la prÃ©fecture qui rÃ©vÃ©le quâEuros"au moins 45 salariÃ©s de la collectivitÃ© sont victimes de discrimination en matiÃ©re de notation et dâEuros"avancements. **Man LimÃ© paka tann machÃ !**

- SÃ© menn biten pou TravayÃ© aka BMWÃ qui sont en grÃ©ve pour exiger la poursuite des nÃ©gociations annuelles obligatoires et la rÃ©intÃ©gration des salariÃ©s licenciÃ©s.

[.] Men sÃ© osi Elie VARIEUX, Ã« Ã une nouvelle fois licenciÃ©Ã Ã » par le crÃ©dit agricole tout simplement parce quâEuros"il dÃ©fend le droit des travailleurs et les libertÃ©s syndicales.

[.] E tini dÃ©t ankÃ²Ã !!!!

FO NOU PÃ©TÃ© FÃ'S Ã© SOLIDARITÃ© POU YO GANNYÃ©A !

**Camãrades, Travailleurs, PÃ©p GWADLOUP,
Participons massivementÃ : Ã
[-] au meeting de soutien**

LUNDI 7 Avril DEVANT la Mutualité a 19H00

**[.] AU RASSEMBLEMENT devant le TRIBUNAL de
Pointe-à-Pitre**

MARDI 08 AVRIL à 14H00

NOU POK FÆ DÆYÆ !

Kons'y Sendikal

Lapwent, 05.04.14